

## ARRETE DU MAIRE

### Portant permission de voirie, permission de stationnement et restriction temporaire de la circulation

**Bénéficiaire : CER SARL**

**Objet : Réalisation d'un branchement électrique**

**Durée : 9 jours du 27/11/2023 au 06/12/2023**

Le Maire de la commune de **Gréoux-les-Bains**,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 à L.2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.2122-1,

**Vu** le Code de la voirie routière et notamment les articles L.113-2, L.115-1 à L.116-8, L.123-8, L.131-1 à L.131-7, L.141-10 et L.141-11 ;

**Vu** le Code de la route et notamment ses articles L.411-1 à L.411-7 ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8<sup>e</sup> partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L.511-1 ;

**Vu** la demande en date du 14 novembre 2023, de l'entreprise CER SARL sise n°545 ZI Saint Maurice à Manosque (04100), sollicitant une autorisation de voirie, de circulation et de stationnement,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux et que ceux-ci impacteront le sol ou le sous-sol,

**Considérant** que l'intervention est justifiée par un intérêt public et est dépourvue de tout caractère lucratif car la société **CER SARL** agit pour le compte de la commune.

## ARRETE

### **Article 1 : permission et circulation :**

L'entreprise **CER SARL** est autorisée à occuper le domaine public et à exécuter les travaux de **réalisation d'un branchement électrique** en occupant temporairement le domaine public sur la **rue des lilas** a Gréoux-les-Bains (04800), du **27 novembre au 06 décembre 2023**, soit une durée de **09 jours** calendaires. A charge pour elle de se conformer aux dispositions des alinéas et articles prévus dans cet arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques :**

- Pendant la durée des travaux, la pose, le maintien et le retrait de la signalisation spécifique au chantier seront effectués par **CER SARL** ;
- La circulation des piétons sera en permanence maintenue et sécurisée au droit du chantier ;
- Les accès des riverains et des services seront maintenus ;
- Le pétitionnaire est autorisé à stationner ses véhicules de chantier, poids lourds et VL ;
- Sens de circulation concerné : Sens des Points de Repères (PR) décroissant ;
- Les travaux s'effectueront en demi-chaussée et ne devront pas gêner la circulation des véhicules ; une circulation alternée manuellement sera mise en place ainsi que des cônes de signalisation et une signalisation adéquate imposant une vitesse à 30 km/h ;
- En cas de tranchées dans la voirie, le rebouchage de celles-ci sera effectué par le pétitionnaire, après contrôle du compactage, et terminé à l'enrobé à chaud avec joint d'émulsion sur une largeur minimum de 0.50 m de part et d'autre de la tranchée. La durée des travaux de réfection et/ou de remises en état éventuelles ne devra pas excéder 15

## **ARRETE DU MAIRE**

jours. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai de 15 jours, au terme duquel, le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

- L'entreprise devra assurer en permanence un bon état de propreté dans la zone d'intervention et ses abords et réalisera autant de fois que nécessaire le nettoyage de la chaussée. Aucun dépôt de matériaux ou déchets ne devra rester sur le domaine public après le départ de l'entreprise. Toute dégradation de la voie publique sera à la charge de l'entreprise et tout dommage causé au domaine public devra être repris qualitativement à l'identique par l'entreprise ;

### **Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier :**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation et à la réglementation en vigueur ;

L'entreprise assurera la matérialisation et la maintenance de la signalisation temporaire liée à son autorisation. Une signalisation d'approche comportant la signalisation de danger et de prescription ainsi qu'une signalisation de position et de fin de prescription devront être installées conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 4 : Responsabilité :**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. L'entreprise sera notamment responsable des accidents pouvant survenir, par défaut ou insuffisance de signalisation.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de ces interventions seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté – remise en état des lieux :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation et au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'une semaine à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

### **Article 6 : Publication et affichage :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Gréoux-les-Bains. Il devra être apposé visiblement sur le lieu des travaux, une semaine avant l'intervention, afin de prévenir les usagers et les riverains des interdictions.

### **Article 7 : Recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARRETE DU MAIRE**

**Article 8 :**

Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Gréoux-les-Bains, Madame la Directrice des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gréoux-les-Bains, le 20 novembre 2023

Le Maire,

A blue circular official stamp of the Mayor of Gréoux-les-Bains is centered on the page. The stamp contains the text "MAIRE DE GREOUX-LES-BAINS" around the top edge, "ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE" around the bottom edge, and "R.F." in the center. A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp.

Paul AUDAN